CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT

CD/1661
17 janvier 2002

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

LETTRE DATÉE DU 14 JANVIER 2002, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉRENCE DU DÉSARMEMENT PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE À LA CONFÉRENCE, TRANSMETTANT LE TEXTE D'UNE DÉCLARATION FAITE LE 9 JANVIER 2002 À WASHINGTON PAR M. RICHARD BOUCHER, PORTE-PAROLE DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS, À L'OCCASION DE L'ENTRÉE EN VIGUEUR DU TRAITÉ SUR LE RÉGIME «CIEL OUVERT»

Ci-joint le texte d'une déclaration faite le 9 janvier dernier à Washington par M. Richard Boucher, porte-parole du Département d'État des États-Unis, à l'occasion de l'entrée en vigueur du Traité sur le régime «Ciel ouvert».

Je vous prie de bien vouloir faire le nécessaire pour que ce texte soit publié comme document officiel de la Conférence du désarmement et distribué à toutes les délégations d'États membres de la Conférence et d'États qui participent aux travaux de l'instance sans en être membres.

Le Représentant permanent des États-Unis d'Amérique
à la Conférence du désarmement
(*Signé*) Eric M. **Javits**

Département d'État des États-Unis, Washington, D.C.
Bureau du porte-parole
Le 9 janvier 2002

DÉCLARATION DU PORTE-PAROLE, M. RICHARD BOUCHER

LE TRAITÉ SUR LE RÉGIME «CIEL OUVERT» EST ENTRÉ EN VIGUEUR

Le Traité sur le régime «Ciel ouvert», qui favorisera la transparence et la coopération entre les 26 États qui y sont parties, est entré en vigueur le 1^{er} janvier 2002.

L'idée fondatrice – l'observation aérienne réciproque, dans un esprit de coopération – a été avancée initialement par le Président Eisenhower en 1955, tandis que l'initiative d'un traité sur la question a été prise par l'ancien Président Bush en 1989. Le Traité a été négocié par les membres de l'OTAN et les États de l'ancien Pacte de Varsovie, qui a été dissous au cours des pourparlers. Le Traité a été signé à Helsinki (Finlande) le 24 mars 1992, et certains éléments en ont été appliqués à titre provisoire en attendant son entrée en vigueur. La plupart des signataires ont ratifié l'instrument peu après l'avoir signé (les États-Unis l'ont fait en 1993), cependant que deux États qui devaient le ratifier pour qu'il entre en vigueur – le Bélarus et la Fédération de Russie – ne l'ont fait que début 2001, d'où que l'instrument est entré en vigueur ces derniers jours.

Bien que la situation sur le plan de la sécurité en Europe ait considérablement évolué depuis la négociation et la signature du Traité sur le régime «Ciel ouvert», celui-ci devrait tout de même être un élément utile de l'architecture de cette sécurité, dont font partie le Traité sur les forces armées conventionnelles en Europe et le Document de Vienne (1999) consacrant un accord sur les mesures de confiance et de sécurité. Le Traité sur le régime «Ciel ouvert» est un moyen de parvenir à plus de transparence encore ainsi qu'à une meilleure compréhension réciproque et de renforcer la sécurité entre les États qui y sont parties.

Les États dont le nom suit ont signé et ratifié le Traité sur le régime «Ciel ouvert»:
Allemagne, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Canada, Danemark, Espagne, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Turquie et Ukraine. (Le Kirghizistan a signé le Traité mais ne l'a pas encore ratifié.)